



LA POLITIQUE PAR CONVICTION

Prendre la responsabilité de la société:
un guide pratique de l'idéologie démocrate-chrétienne

CDA

EFF
Europe
First Foundation

Colophon

Eduardo Frei Stichting

La Fondation Eduardo Frei Stichting (EFS), rattachée au CDA, a été créée en juillet 1990. L'EFS est la fondation pour la solidarité internationale du CDA. Eduardo Frei a été l'un des fondateurs du Parti Démocrate Chrétien au Chili (Partido Demócrata Cristiano) et le président du Chili de 1964 à 1970. Le Président Frei est devenu pour beaucoup un symbole en matière de démocratie, de maintien et de respect des droits de l'homme et de justice. Par conséquent, le CDA est fier que sa fondation porte le nom de ce démocrate-chrétien.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.cda.nl/eff

Adresse:

Eduardo Frei Stichting
Postbus 30453
2500 GL Den Haag / La Haye
Nederland / Pays-Bas

Contact: Bronne Pot: pot@cda.nl

Cette brochure a été éditée avec le financement du programme MATRA du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères, qui permet financièrement aux partis politiques néerlandais d'aider des partis homologues en Europe centrale et orientale.

Auteur: Jos A.T. Denissen

Conception graphique: Studio Eyal & Myrthe (www.eymy.nl)

Nous tenons à remercier spécialement Margriet Keijzer et la CDA Bestuurdersvereniging (association des cadres du parti CDA).

Décembre 2012

Sommaire

1	L'organisation de la société	4
2	Partis politiques	6
3	L'Etat moderne	8
	3.1 Principe d'égalité	8
	3.2 L'Etat et son organisation	9
	3.3 La séparation des pouvoirs au sein d'un Etat	10
	3.4 Intégrité et corruption	12
	3.5 Une presse libre et des médias libres	13
4	La relation Eglise et Etat, religion et politique	14
5	La vision démocrate-chrétienne de la société	16
	5.1 Idéologie	16
	5.2 L'idéologie démocrate-chrétienne	17
6	Les principes fondamentaux de la démocratie chrétienne	20
	6.1 Société civile	20
	6.2 Quatre notions essentielles	22
7	La politique démocrate-chrétienne en pratique	24
	7.1 Economie	24
	7.2 Agriculture / aménagement du territoire rural	25
	7.3 Transports	25
	7.4 Espace public	26
	7.5 Environnement	27
	7.6 Sécurité sociale	27
	7.7 Sport	28
	7.8 Bien-être	29
	Annexe : Intégrité	30
	Notes	32

1 L'organisation de la société

Comment la société doit-elle être organisée? Cette question a vite fait de soulever toute une série d'autres questions. Qu'entendons-nous en fait par société? S'agit-il d'individus ou plutôt de groupes ou est-ce l'Etat qui importe avant tout? Qu'en est-il des entreprises, de l'économie, à qui appartiennent les matières premières, a-t-on le droit de prélever des impôts? A qui doit-on rendre des comptes? Quels droits et obligations les hommes ont-ils et sont-ils identiques pour tous? Les hommes et les générations à naître ont-ils déjà des droits? Les individus dans d'autres pays ont-ils les mêmes droits que nous?

Imaginez que vous arriviez à la conviction qu'une chose ne fonctionne pas bien dans la société, comment la changez-vous? A quelles règles et à quels processus êtes-vous soumis lorsque vous voulez changer quelque chose?

Les gens ont donné des réponses très variables à ces questions et à de nombreuses autres questions qui ont été soulevées lors des réflexions sur les formes à donner à la société. D'ailleurs, il suffit de voyager dans un autre pays ou de traverser la rue et de discuter avec ses voisins pour se rendre compte que les réponses données sont quelquefois très différentes, même si l'époque et le lieu diffèrent à peine. Comment gérer ces différences?

Nous n'allons pas dans cette brochure répondre à toutes les questions posées ci-dessus. Ce que nous voulons faire avant tout, c'est exposer le monde des idées démocrates-chrétiennes avec lesquelles vous pouvez répondre à ces questions. Nous avons ajouté également quelques missions que vous pourrez remplir vous-même et avec lesquelles vous pourrez établir la relation entre le contenu de cette brochure et la situation actuelle dans votre pays.

La démocratie chrétienne a sa propre réponse politique aux défis actuels. Elle ne met pas l'accent exclusivement sur la force des individus et elle ne croit pas que le salut ne peut venir que de l'Etat en tant qu'instance assumant la responsabilité des citoyens. La démocratie chrétienne suppose des citoyens qui font preuve d'un comportement responsable dans leur famille, vis-à-vis de voisins, dans les organisations où ils travaillent et en tant qu'habitants responsables d'un pays. Nous attendons des individus qu'ils prennent ces responsabilités ensemble.

Au cours du siècle et demi dernier, ce monde d'idées s'est développé en Europe du Nord-Ouest sur la base de la tradition chrétienne (beaucoup plus ancienne) et forme une réponse aux rapides changements sociétaux qui se sont produits au XIXème et au XXème siècle et qui se poursuivent encore aujourd'hui au XXIème siècle.

Les démocraties peuvent apprendre les unes des autres, les réponses qui sont données dans un pays peuvent être utiles ailleurs. Elles peuvent servir d'exemple et de source d'inspiration.

Cette brochure a été publiée par le CDA, le parti politique chrétien-démocrate aux Pays-Bas. C'est pourquoi nous aborderons également la situation néerlandaise pour dépeindre les caractéristiques d'un Etat démocratique comme les Pays-Bas. Nous parlerons également du rôle des partis politiques dans une démocratie, de l'organisation d'un Etat moderne, de la relation entre religion et politique, de la vision démocrate-chrétienne de la société, des principales caractéristiques de la démocratie chrétienne et de quelques exemples de démocratie chrétienne en pratique. Les principes et les idées figurant dans cette brochure sont largement répandus et loin d'être applicables exclusivement aux Pays-Bas, ils pourront donc intéresser également des personnes vivant dans d'autres pays.

Exercices:

Notez quelques caractéristiques d'une société idéale, telle que vous la voyez. Réfléchissez à la mesure dans laquelle ces idéaux sont réalisables dans le contexte de la société actuelle.



2 Partis politiques

Dans toute société, des idées concernant l'organisation de la société sont mises en pratique. Ainsi, toute société, qu'elle soit primitive ou développée, classique ou moderne, petite ou grande, fait de la politique. A mesure que les sociétés grandissent et deviennent plus complexes, davantage de personnes veulent et peuvent participer aux processus politiques, on attend toujours plus de la politique et les besoins en organisation de ces processus ne cessent d'augmenter. Les hommes se réunissent en groupes ou en partis ayant une vision plus ou moins élaborée de la société ou une idéologie, comme un parti politique. Des formes d'Etat sont définies, des accords sont passés sur la manière d'organiser la justice et sur ce qu'est en fait le droit. Ce sont des processus influencés par l'époque et le lieu, qui font que chaque société et donc chaque démocratie est différente. Et pourtant, jamais une situation entièrement satisfaisante n'est créée et le monde ne cesse de changer. C'est la raison pour laquelle une démocratie n'est jamais une fin en soi ; il reste toujours quelque chose à faire dans toute société. C'est ce qui fait de la politique un processus très intéressant et nécessaire, avec les déceptions et les succès qui s'y rattachent.

Afin de piloter les processus politiques, les hommes adhèrent à des partis politiques. Les partis politiques sont des associations qui se mobilisent dans une démocratie pour l'intérêt public. Les principales fonctions des partis politiques sont le recrutement de représentants du peuple et de cadres et la mise en place de programmes électoraux avec lesquels ils déterminent le cours politique du parti et les représentants. Ils veillent également à ce que l'on puisse voter non seulement pour des personnes mais aussi pour des idées.

Les premiers partis politiques aux Pays-Bas sont apparus au XIX^{ème} siècle. Evidemment, il existait bien avant cela déjà des groupes qui se fédéraient dans le but d'exercer le pouvoir. Pour réaliser leurs intérêts, les partis politiques s'adressent cependant au public en organisant des élections et c'est ce qui les distingue de précédentes organisations. L'idée d'un droit de vote général, par conséquent d'un droit de vote pour chaque adulte, hommes et femmes, s'est développée aux Pays-Bas à la fin du XIX^{ème} siècle et a été mise en œuvre en 1917/1919.

Exercices :

Pouvez-vous citer quelques partis politiques dans votre pays et dire quels sont leurs principales caractéristiques : qui ils représentent, comment ils essaient d'y parvenir et quels sont les principaux sujets politiques.

Les partis politiques se battent pour obtenir une influence sur les organes gouvernementaux afin de mettre en pratique les idées qui les animent. Il est important que le pouvoir d'un parti politique soit toujours considéré comme temporaire. Son influence connaît une date limite, tout comme les denrées alimentaires. La date limite est la date des prochaines élections. Si le résultat des élections y donne lieu, le parti politique doit être prêt à laisser sa place. C'est ce qui rend le rôle des partis en politique si important. Ils doivent traduire ce que les électeurs veulent en quelque chose qui est souhaitable pour la société. Pour y parvenir, ils doivent écouter ce que les gens ont à dire, gagner des membres et des électeurs et élaborer ensuite une politique pour atteindre leurs objectifs. C'est le perpétuel défi que chaque parti politique doit relever !



3 L'Etat moderne

Afin de pouvoir décrire le fonctionnement des partis politiques et de leur vision du processus politique, il est important de savoir dans quel contexte ces partis fonctionnent. Deux éléments sont importants :

- » Il s'agit d'une société démocratique. Cette société démocratique prend forme dans les limites d'un pays ou d'un Etat.
- » Cet Etat est organisé d'une certaine manière avec des organes, des lois et des règles pour que les idées présentes dans la société organisée démocratiquement puissent être transformées en décisions pouvant être mises à exécution.

3.1 Principe d'égalité

Dans une société organisée démocratiquement, les citoyens sont supposés être libres et porteurs de droits et d'obligations. Le principe le plus important est celui de l'égalité : tous les citoyens sont égaux en droits et autorisés à participer au processus social et politique sur un pied d'égalité. De ce principe découlent la liberté d'expression, l'égalité entre les hommes et les femmes et la liberté de manifester sa propre religion. La société démocratique est basée sur les principes de tolérance et de diversité. Ceci implique que les individus reconnaissent qu'il existe des différences, surtout au niveau de leurs opinions. Leurs points de vue peuvent être opposés et donner lieu à des conflits. Mais les moyens utilisés sont toujours démocratiques, par exemple le débat. Dans un débat, on ne conteste pas l'autre personnellement mais l'opinion qu'il défend. La force de la démocratie est de parler des différences pour pouvoir les surmonter et trouver conjointement de bonnes solutions aux problèmes actuels de la société.

La diversité est donc bien plus que le seul fait de reconnaître qu'il existe des différences. Une société diverse est une société à laquelle chacun peut participer à mesure égale et aussi librement que possible. La diversité rend la société plus forte. Les différences donnent des possibilités de choix. La diversité donne lieu au débat, à la possibilité d'apprendre les uns des autres, de surmonter les différences et de choisir la meilleure solution. La diversité et la tolérance signifient également que les minorités sont traitées avec respect (voir encadré).

Minorités

La démocratie s'attache également au problème du traitement réservé aux minorités. Leurs droits aussi doivent être garantis. Un des principes d'une démocratie est que les individus et les groupes ont le droit d'organiser leur vie autant que possible comme ils l'entendent. Ce faisant, ils ne doivent bien évidemment pas nuire à autrui (ni se nuire réciproquement).

Il arrive fréquemment que les minorités, en raison de leur origine ethnique ou culturelle, de leur conviction ou croyance ou orientation sexuelle divergente, soient victimes de discrimination, trouvent plus difficilement un emploi ou soient même la cible de menaces physiques. Il s'agit quelquefois de préjugés de longue date. Il est important de se considérer avant tout comme citoyens d'un pays, avec tous les droits et toutes les responsabilités qui en découlent d'un côté comme de l'autre. Dans les pays occidentaux, la politique des pouvoirs publics est axée essentiellement sur la résorption des retards. Mais c'est justement dans les pays où le gouvernement joue un rôle plus limité que les organisations sociales ont pour mission de faire disparaître la méfiance mutuelle, au moyen du dialogue et de contacts réciproques. Dans le cadre de la vision de la société qui se concentre sur les organisations créées par les hommes eux-mêmes, il est également important que les individus et les groupes trouvent tous une place dans le processus politique.

Exercices:

Quelles minorités connaissez-vous dans votre entourage et quelle est leur position? Faites-vous vous-même partie d'une minorité?

3.2 L'Etat et son organisation

Afin de pouvoir concrétiser ces idéaux, l'organisation de l'Etat doit remplir un certain nombre de conditions. Les principales sont au nombre de trois :

- » L'Etat est neutre. Les règles et la pratique sont les mêmes pour tous. Aucun groupe, aucune institution ou organisation ne bénéficie d'un traitement de faveur ou n'est désavantagé. Les hommes et les institutions sont égaux devant l'Etat et ses organes ;

- » L'Etat est basé sur des règles et des lois qui ont été adoptées par des organes élus démocratiquement.
- » L'Etat est basé sur la « séparation des pouvoirs » :
 - » Le parlement élu adopte la loi et approuve au préalable les projets que le gouvernement est autorisé à mettre en œuvre
 - » Le gouvernement s'en tient à la loi et la police la fait respecter
 - » Des tribunaux indépendants statuent sur des infractions et des violations de la loi – sans considération de la personne. C'est la « règle de droit ».

Ce qui précède signifie que les citoyens d'une démocratie ne doivent pas seulement pouvoir se faire confiance mutuellement, mais qu'ils doivent aussi pouvoir se fier à l'Etat, aux règles et aux agents de l'Etat. En d'autres termes, le gouvernement doit être contrôlé dans l'exercice de ses fonctions et doit informer les citoyens en toute transparence de ce qu'il fait. La fonction de contrôle incombe principalement aux parlements démocratiques, élus au suffrage universel. Pour ce faire, ils doivent disposer de toutes les informations dont ils ont besoin. Les parlements ont, par conséquent, des fonctions importantes :

- » Ils contrôlent les organes de l'Etat et les personnes qui dirigent ces organes : le gouvernement d'un pays ;
- » Ils mettent en place les règles qui sont appliquées par des tribunaux indépendants ;
- » Ils représentent la population d'un pays.

3.3 La séparation des pouvoirs au sein d'un Etat

Afin d'assurer la liberté et l'égalité des citoyens, un Etat doit organiser ses fonctions d'une certaine manière. Cette organisation doit permettre aux citoyens d'exercer effectivement une influence et aux différentes fonctions de se renforcer et de se corriger. C'est pour cela qu'a été élaboré le principe de la séparation des pouvoirs. Outre le principe d'égalité, ce principe est l'un des principaux de l'Etat de droit démocratique. Nous avons déjà cité plus haut les trois pouvoirs d'un Etat démocratique : le gouvernement, le parlement et les tribunaux. Si vous voulez en savoir plus sur la séparation des pouvoirs, lisez l'encadré.

On distingue trois pouvoirs :

- » Le pouvoir exécutif (le gouvernement au niveau national),
- » Le pouvoir législatif (le parlement élu), et
- » Le pouvoir judiciaire.

Le pouvoir exécutif dirige les affaires publiques, le pouvoir législatif définit les cadres pour ce faire. Une compétence très importante du pouvoir législatif est de fixer des budgets avec des postes pour les différentes missions de l'Etat, par exemple infrastructure, maintien des lois, assistance sociale et médicale. Le pouvoir exécutif doit rester dans les limites du budget fixé lorsqu'il remplit ses fonctions. Si le pouvoir exécutif n'a pas suffisamment d'argent, il doit demander un budget supplémentaire au pouvoir législatif. De même, le pouvoir exécutif n'est pas autorisé à modifier ses plans comme il l'entend. L'argent doit servir aux fins auxquelles il est destiné par le pouvoir législatif et ne doit pas être dépensé autrement. Les pouvoirs publics modernes connaissent à cet effet une « cour des comptes » qui aide le parlement dans ses fonctions de contrôle.

Il apparaît donc que le pouvoir législatif a une fonction de contrôle importante à l'égard du pouvoir exécutif et c'est là que s'exprime également son rôle de représentation. Le tribunal doit pouvoir obliger le gouvernement, par exemple, à respecter ses propres règles. La séparation des pouvoirs a été mise en place pour éviter une concentration et des abus de pouvoir et pour conférer aux organes des pouvoirs qui leur sont propres. La séparation ne peut et ne doit bien évidemment pas être absolue. Les différents pouvoirs s'influencent réciproquement. Cette influence se retrouve, par exemple, entre le gouvernement et le parlement et entre les pouvoirs publics et les tribunaux. Il doit donc exister un système de « poids et contrepoids » qui régleme les relations.

Outre la séparation fonctionnelle, il existe également dans de nombreux pays une séparation géographique. Aux Pays-Bas, il existe trois niveaux : la commune, la province et le niveau national. Des fonctions ont été attribuées à chacun de ces niveaux et chaque niveau dispose d'organes représentatifs. Le pouvoir judiciaire a également des représentations régionales mais elles font partie intégrante d'une seule organisation.

3.4 Intégrité et corruption

Les citoyens doivent pouvoir compter sur le fait que tous les participants au processus démocratique, membres de gouvernements, parlementaires, juges et fonctionnaires remplissent leurs fonctions en toute honnêteté. Les juges ne doivent jamais statuer sur une affaire dans laquelle ils ont eux-mêmes un intérêt (financier ou autre). Les parlementaires doivent représenter leurs électeurs et ne doivent pas se faire payer pour se mobiliser pour des affaires qui nuisent à l'intérêt général et, de ce fait, aux intérêts de leurs électeurs. C'est pourquoi il est très important au sein de l'ordre démocratique de lutter contre la corruption. La corruption qui menace dans toute société, détruit la confiance que les citoyens placent dans le processus démocratique. La corruption est répréhensible et doit être poursuivie et portée devant les tribunaux.

La corruption, c'est abuser d'un pouvoir confié à une personne, un groupe ou une organisation pour son bénéfice personnel. La corruption empêche le développement et la progression d'une société. En effet, elle est secrète, elle nuit au principe d'égalité et mine la confiance dans les processus sociaux.

La corruption existe sous de nombreuses formes. Il peut s'agir de corruption au niveau le plus élevé du processus démocratique, par exemple lorsque les résultats d'élections sont falsifiés ou que des juges sont soudoyés. Il peut s'agir également de corruption à l'accès aux services : un versement plus ou moins spontané voire forcé à un agent public pour obtenir une faveur, une fraude, la facturation d'un prix trop élevé ou trop bas lors de contrats pour s'octroyer des avantages, l'octroi de faveurs à la famille et aux connaissances. La corruption peut sévir aussi dans le secteur privé, par exemple des accords sur les prix entre concurrents.

La corruption sape dans tous les cas la confiance que les citoyens placent dans leurs hommes politiques et les pouvoirs publics et exerce un effet négatif sur le fonctionnement de la société, y compris de l'économie. Elle perturbe la règle de droit, le fonctionnement d'organes démocratiques et réduit les possibilités de contrôle sur les organes démocratiques. Elle peut aussi conduire à l'accumulation des richesses naturelles entre les mains d'un groupe limité, à l'épuisement de ces richesses, à des inégalités de revenus et à la misère ainsi qu'à l'exclusion de groupes.

Il n'est possible de lutter contre la corruption qu'en mettant en place un système de règles et de contrôles qui fonctionne. En outre, les individus doivent être sensibilisés à leur propre responsabilité et attitude à l'égard de la corruption. Pour de plus amples informations, consultez l'annexe à la fin de cette brochure.

3.5 Une presse libre et des médias libres

Il existe une force sociale qui est très importante pour le fonctionnement d'une démocratie. Cette force est celle des médias, des journaux et magazines, de la radio et de la télévision, d'Internet et des réseaux sociaux. Nous avons cité plus haut la liberté d'expression comme caractéristique essentielle d'une société démocratique. Cette liberté a pour conséquence que les individus doivent pouvoir accéder aux médias, qu'ils doivent être libres dans leurs publications et qu'ils ne doivent certainement pas subir la censure préalable des pouvoirs publics. Du fait de leur caractère public et de leur pouvoir de faire éclater des affaires au grand jour, les médias jouent un rôle dans le suivi des processus sociaux, y compris le fonctionnement d'organes de l'Etat, et dans les efforts entrepris pour les rendre plus faciles à contrôler. Par l'intermédiaire des médias, les individus peuvent aussi organiser des discussions, pour débattre justement de ce qui ne va pas et proposer des solutions, en dénonçant et condamnant la corruption et d'autres formes d'abus.



4 La relation Eglise et Etat, religion et politique

Nous avons dit que l'Etat doit être neutre et que le principe d'égalité implique que les individus doivent être libres d'avoir leur propre religion ou, d'une manière plus générale, leur propre conception de la vie. Dans la philosophie de la démocratie chrétienne, les Eglises jouent un rôle clé au niveau de la vie sociale. Mais quels sont les rapports entre la religion et la politique, l'Etat et l'Eglise ?

Aux Pays-Bas, on entend depuis toujours par Eglises l'Eglise catholique et les Eglises protestantes qui sont plus localement organisées. Sont venues s'y ajouter récemment aux Pays-Bas les communautés islamiques et d'autres communautés religieuses. Nous entendons par Eglises toutes ces organisations philosophiques : les individus et les représentants de l'autorité mais aussi et surtout les organisations telles qu'elles fonctionnent dans une communauté locale. Nous entendons par-là également les conceptions qui existent au sein des Eglises sur la manière de vivre une vie bonne et heureuse, par conséquent leurs conceptions morales en ce qui concerne des questions existentielles.

A l'instar de la plupart des pays du monde occidental, les Pays-Bas connaissent une séparation entre l'Eglise et l'Etat. Qu'implique le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ?

- 1 Cela signifie qu'il ne doit pas exister de pouvoir de contrôle *institutionnel* dans les rapports réciproques entre l'Eglise et l'Etat. Le gouvernement est autorisé à organiser l'Etat comme il l'entend, sans contrôle de la part des Eglises. Les Eglises ne subissent aucune ingérence du gouvernement lorsqu'elles donnent forme à leur organisation religieuse et qu'elles recrutent leurs ministres.
- 2 Il ne doit pas exister non plus de pouvoir de contrôle réciproque direct sur le *contenu*. Les Eglises ne subissent aucune ingérence du gouvernement dans leur doctrine. Inversement, les Eglises n'occupent aucune position officielle dans le processus de décision publique et l'action du gouvernement ne peut pas être évaluée exclusivement selon des critères religieux.

Il existe aux Pays-Bas autour des Eglises et en vertu de la conviction religieuse un vaste réseau d'organisations, comme des organismes caritatifs, des écoles et des associations. La séparation de l'Eglise et de l'Etat permet aux pouvoirs publics de coopérer avec des organisations sur une base philosophique. Ce qui est soutenu n'est jamais l'œuvre religieuse proprement dite mais les *missions* que ces organisations remplissent dans l'intérêt de la société, par exemple assistance médicale, dispensation de soins, enseignement, accueil de personnes en difficulté. Le rapport qui existe entre croyance et politique dans la démocratie chrétienne ne se heurte-t-il pas à la séparation de l'Eglise et de l'Etat et au principe cité plus haut de la neutralité de l'Etat? Non, car la séparation ne concerne pas la croyance et la politique mais l'Eglise et l'Etat. La croyance n'est-elle pas pour beaucoup d'entre nous, également sur un plan politique, la principale source d'inspiration de nos agissements?

La séparation de l'Eglise et de l'Etat est différente dans chaque pays. En France, la notion est beaucoup plus stricte qu'aux Pays-Bas, par exemple. La liberté reconnue aux Eglises de gérer des institutions figure à nouveau expressément dans la Constitution allemande. Les principes de base exposés ci-dessus sont suivis dans tous les pays.

Concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat et les rapports entre la croyance et la politique, il reste encore un point très important à soulever. Le principe démocratique selon lequel la majorité décide pourrait-il faire en sorte qu'une religion qui remporte la majorité puisse imposer ses opinions à d'autres religions ou groupes? Cette situation ne doit jamais se produire. Elle se heurterait au principe indispensable à une démocratie de la liberté de conscience et de religion et aux droits des minorités. Autant de fondamentaux d'une démocratie dont la violation est interdite. S'y ajoute le fait que la démocratie est bien plus que la volonté de la majorité. Il s'agit également de la manière dont les minorités sont traitées d'un point de vue religieux.

5 La vision démocrate-chrétienne de la société

Il nous reste à poser une question importante qui n'a pas encore été mise à l'ordre du jour : Que voulons-nous atteindre en faisant toute cette politique, en organisant et en réglementant la société ? Qu'est-ce qui motive les individus qui font de la politique et qu'est-ce qui motive les démocrates-chrétiens, qu'est-ce qui vous motiverait en politique ?

5.1 Idéologie

Les partis politiques sont quelquefois axés sur un seul thème ou intérêt. Ce sont alors davantage des groupements d'intérêt qui représentent uniquement un groupe spécifique. Il s'agit quelquefois même d'un groupe déjà très puissant. La plupart des partis politiques ont des objectifs à plus long terme et de plus vaste portée. Ils essaient de représenter un intérêt général et l'ensemble de la société. Ces partis politiques ont une idéologie. Une idéologie est un ensemble d'idées sur la manière dont la société doit fonctionner et sur la manière dont elle doit être changée. Les idéologies répondent aux questions que nous avons posées à l'introduction.

Certaines idéologies vont plus loin que la seule réflexion sur la manière dont la société doit fonctionner. Elles ont une vision élaborée de l'homme : qu'est-ce que l'homme et comment les hommes peuvent-ils fonctionner de manière optimale dans la société en tant qu'entité ? La démocratie chrétienne est une de ces visions de la société.

Les démocrates-chrétiens sont touchés par ce qui se passe autour d'eux. Ils veulent contribuer à un monde meilleur, sur le plan humain et en termes de nature et d'environnement. Le monde ET la terre leur tiennent à cœur. Ce qui les anime va plus loin qu'un simple mouvement d'âme pour leur entourage direct ou leur propre groupe.

5.2 L'idéologie démocrate-chrétienne

Les partis démocrates-chrétiens trouvent dans la tradition de la doctrine chrétienne sociale des sources durables de réalisation personnelle, d'inspiration et de spiritualité. Cette source est toujours actuelle aujourd'hui et le restera demain. Dans une époque moderne d'incertitude économique, d'innovation technologique, de communication rapide et quelquefois superficielle, elle nous conduit vers des principes simples mais puissants, comme l'amour du prochain et la justice. Chaque homme est un enfant de Dieu. Ce principe est d'une extrême importance. Il signifie que chaque homme a de la valeur. Chaque homme compte et est unique. Il signifie en outre que les hommes sont des êtres relationnels qui sont valorisés dans leurs relations avec autrui. Les hommes font partie d'un tout plus grand qui est davantage que la somme des parties. Cette vision influence le style de la politique : les démocrates-chrétiens ne sont pas pour la polarisation et l'accentuation des différences. Ce sont justement les opinions modérées qui laissent place à la différence. De nombreux individus inspirés (religieusement) reconnaissent que chacun fait partie de la famille humaine. Les démocrates-chrétiens sont résolus à rapprocher les hommes. Ils s'efforcent de surmonter les contradictions et de chercher l'élément qui relie. Lorsque quelque chose ne fonctionne pas, il faut le reconnaître honnêtement. Il ne faut pas ignorer les points névralgiques mais savoir les nommer et s'y attaquer.

Au cours de ses trente années d'existence, le CDA, l'Appel démocrate-chrétien, n'a pas cessé d'approfondir l'idéologie. Le fil directeur du CDA à ce stade est la notion biblique selon laquelle la valeur de la vie humaine ne dépend pas au final de l'argent, du statut ou du pouvoir. L'homme a juste de la valeur, indépendamment de ces qualités. Les pouvoirs publics doivent créer les conditions pour que la valeur de chaque homme devienne visible. Le CDA est un parti qui aspire à une société responsable. Un appel est lancé aux individus pour qu'ils se mobilisent personnellement et avec autrui pour la société. Ce n'est pas le marché ou l'Etat, mais les hommes et leurs contextes qui occupent une place centrale. Le principe le plus important clame la liberté pour les hommes et leurs organisations. Le CDA est convaincu que les hommes sont le mieux mis en valeur lorsqu'ils peuvent déployer leurs talents et prendre des initiatives. Les pouvoirs publics doivent remplir leurs fonctions essentielles – une société sûre, un filet social pour les groupes vulnérables – en se mobilisant à fond. Mais ils doivent également créer de l'espace pour les hommes, pour l'initiative privée, l'innovation et l'engagement réciproque.

Le CDA mise sur des hommes politiques qui font preuve d'engagement et de leadership. Etre effectivement engagé pour des hommes signifie savoir quelle est leur vie, s'entretenir en permanence avec eux, accorder une place centrale à leurs préoccupations et souhaits, montrer de la compassion. Le leadership signifie

aborder les problèmes sur la base d'une analyse et d'une vision mûrement réfléchiées, faire preuve de combativité mais en reconnaissant que la combativité a besoin d'une base de soutien. Une base de soutien est créée en convaincant les hommes et en les intégrant dans le processus décisionnel.

Cette vision de l'homme se retrouve quasiment partout et dans chaque pays et il existe des chemins différents pour la découvrir et la développer. Il n'existe cependant pas dans tous les pays des partis politiques qui considèrent la politique, l'homme et la société sous cet angle. C'est pourquoi nous sommes d'avis que les fondements qui ont été formulés par la démocratie chrétienne, peuvent aussi être importants pour des organisations et des partis dans des pays avec d'autres cultures, qui recherchent une culture politique dans laquelle la propre vision de la communauté, de la tradition et de la religion peut s'exprimer.

Exercices :

Notez en petits groupes de 3 ou 4 ce que vous attendez d'un parti politique. Quelles sont ses missions et quelles fonctions n'en font pas partie ?

La vision de l'homme de la démocratie chrétienne :

Pour l'action politique, il est très important que les hommes politiques ne perdent pas de vue la dimension humaine. Cette condition semble difficile en périodes de mondialisation, d'individualisation et de « technologisation ». Et pourtant, c'est possible. En effet, la tradition démocrate-chrétienne souligne l'importance d'institutions sociales vitales, telles que des communautés locales, des associations et des familles. Les hommes ressentent le besoin d'organiser leur société en toute liberté et responsabilité. Une société qui vise la dimension humaine, ne peut exister que si des institutions et des contextes sociaux équipent, aident, encouragent ou accueillent les individus à cet effet. Justement et également lorsque les choses vont mal. Cette vision de l'homme a des implications importantes pour le rôle de l'Etat. Les pouvoirs publics ont une position limitée mais qui leur est propre : ils contrôlent l'Etat de droit et permettent à l'ordre juridique de se développer, ils protègent les contextes sociaux des citoyens et proposent un filet social.

La vision de l'homme qu'a la démocratie chrétienne diffère du libéralisme : les hommes ne sont pas des individus isolés mais des personnes dont les liens essentiels sont tissés dans des contextes. Par conséquent, les pouvoirs publics n'interpellent pas les hommes uniquement au sujet de leur autonomie individuelle, mais les considèrent aussi comme des êtres sociaux et relationnels. En termes de vision de l'homme, la démocratie chrétienne diffère également de la démocratie sociale : l'homme lui-même est le principal instigateur d'une existence décente dans un contexte social et cette existence n'est donc pas imposée d'en haut par l'Etat, comme si la société pouvait être contrôlée.

La démocratie chrétienne part du principe que les hommes doivent prendre eux-mêmes ou mutuellement la responsabilité d'organiser la société. En même temps, les pouvoirs publics assurent la sécurité juridique et l'égalité juridique. Les individus doivent pouvoir se fier à la sécurité juridique dans l'action des pouvoirs publics et avoir accès à des tribunaux indépendants. Selon la démocratie chrétienne, chaque personne est unique et les hommes sont équivalents. Qu'ils soient gérant de magasin, footballeur ou en fauteuil roulant. L'équivalence et l'unicité des hommes ainsi que leur liberté et la responsabilité qui leur incombe d'apporter en tant qu'être élu de Dieu une réponse à (au sens de) l'existence, constituent la base de la dignité humaine, telle qu'elle est exposée également dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. La dignité humaine revient à chaque personne sur cette terre, indépendamment de son sexe, de sa race, de son âge, de ses conditions, de son statut social ou de son orientation sexuelle. Il incombe à l'homme – dans la tension permanente entre la dignité humaine en tant qu'exigence absolue et l'expérience d'une dignité de l'homme constamment violée – de concevoir la dignité humaine comme une mission (politique) et une responsabilité morale.

Le monde des idées démocrates-chrétiennes donne des directives et une aide pour l'organisation de la société à l'instant présent et à l'avenir. C'est une vision de la société et non une doctrine qui dicte aux individus la manière de vivre leur vie. Cette doctrine relèverait plutôt de la croyance, de la religion ou de la conviction. Les différents domaines sont cependant liés, notamment par la tradition : la croyance a en effet fortement influencé dans le monde occidental ce qui est considéré comme « bon » dans le domaine social. Les deux sont également liés parce que les personnes mues par leur conviction (religieuse ou autre) participent à la société et assument leur responsabilité, particulièrement dans la démocratie chrétienne. La démocratie chrétienne voit donc un lien étroit et fort entre la croyance et la politique.

6 Les principes fondamentaux de la démocratie chrétienne

La démocratie chrétienne choisit de placer la responsabilité de la société en premier lieu dans la société même, plus particulièrement dans des contextes où les hommes se soucient les uns des autres, par exemple la famille, une association, l'école, une entreprise ou l'Eglise. C'est ce qu'on appelle la société civile.

6.1 Société civile

La signification de la société et de ses contextes occupe une place centrale dans la philosophie démocrate-chrétienne. Dans cette vision, la société n'est pas constituée uniquement d'individus, mais les hommes font partie de communautés, telles que leur école, leur environnement de travail, leur quartier et leurs associations. Personne ne vit sur une île, tout le monde a besoin d'interaction sociale. Par le biais de ces communautés, les hommes peuvent assumer leurs responsabilités conjointement avec d'autres et partager et transmettre des normes et des valeurs. Cette vision a débouché sur une vaste mosaïque d'organisations sociales qui jouent un rôle important dans de nombreux domaines sociaux différents et sont des écoles de citoyenneté. Ces organisations sociales sont souvent qualifiées de société civile : l'ensemble des organisations et des contextes dans lesquels des citoyens assument souvent sur une base bénévole leur responsabilité vis-à-vis de la société. Il s'agit d'organisations non gouvernementales comme, par exemple, des organisations environnementales et des mouvements syndicaux.

Toutefois, il s'agit avant tout d'initiatives organisées par des citoyens eux-mêmes, dans le cadre desquelles des citoyens assument une responsabilité réciproque, comme l'aide à son voisin ou des initiatives pour améliorer le quartier. Dans des organisations sociales, les citoyens apprennent à devenir des hommes responsables qui s'occupent d'autrui. C'est ce qui se produit dans des familles où les parents s'engagent à élever leurs enfants et les enfants aident leurs parents en cas de maladie ou de vieillesse, mais aussi dans des écoles,

des associations sportives et dans le secteur de la santé. Ces contextes ne sont pas mus par l'argent ou le pouvoir comme les entreprises dans l'économie « dure » et les pouvoirs publics. De ce fait, ils sont plus flexibles, davantage axés sur des besoins humains et mieux reconnaissables pour les hommes. Selon la vision de la démocratie chrétienne, ces contextes doivent être favorisés et cultivés. C'est ce qui fait le côté unique de la démocratie chrétienne : elle reconnaît que les pouvoirs publics ne peuvent pas et ne doivent pas tout réglementer, mais qu'ils ne veulent pas non plus tout laisser aux forces du marché.

Exercices :

Quelles organisations de la société civile connaissez-vous dans votre pays ? Comment sont-elles organisées ?

La démocratie chrétienne part du principe de la dignité de chaque homme – quels que soient les dons et talents dont il dispose et quelles que soient les restrictions et déficiences qu'il présente. S'appuyant sur une image empruntée à la bible, il est permis de dire que l'un est habile de ses mains, l'autre sait écouter ce que les hommes ont à dire, un troisième est très fort et peut faire des travaux difficiles, un autre a un talent naturel pour s'occuper d'autrui, un autre encore est bon en mathématiques ou en langues, son voisin a la vue d'ensemble qu'il faut pour organiser et diriger et certains hommes ont des handicaps qui les rendent très dépendants de l'aide d'autrui : chacun a de la valeur, chacun peut apporter (et apportera) selon ses possibilités son propre talent à la société. Si les hommes ne le font pas, leur apport et leur participation manquent à la société – ce manque nuit au bien-être et crée un décalage et des relations inégales. Une société individualiste tout comme une société dirigée par l'Etat négligent les talents et la responsabilité de grands groupes d'individus. Cette mise en évidence s'écarte dans une large mesure de la manière dont le libéralisme, d'un côté, et la démocratie sociale, de l'autre, considère par exemple le processus social. Le libéralisme met fortement l'accent sur les libertés de l'individu et le marché libre, le socialisme sur la solidarité au sens économique et le rôle de l'Etat.

6.2 Quatre notions essentielles

La conception idéologique du CDA a regroupé ses idées sur les hommes et leurs relations avec autrui dans quatre notions essentielles, à savoir :

1 Responsabilité :

L'Etat fait uniquement ce que d'autres ne peuvent pas faire. Pour le CDA, la politique commence par la reconnaissance de l'initiative sociale. Individus, quartiers, clubs de sport, écoles, églises, mosquées, institutions sanitaires, entreprises : tous apportent une contribution unique à la société. Les pouvoirs publics donnent à toutes ces organisations et individus différents la confiance dont ils ont besoin pour faire ce qu'ils peuvent, le citoyen accorde aux pouvoirs publics la marge dont ils ont besoin pour faire ce qu'ils doivent faire. La confiance crée de l'espace pour la proximité, le sens communautaire et l'expérience de son propre professionnalisme.

2 Justice :

Les pouvoirs publics doivent être équitables. Dans leur action, ils doivent faire écho à toutes les facettes de la condition humaine et doivent répondre de cette responsabilité. Les pouvoirs publics ont une responsabilité particulière lorsqu'il s'agit de s'occuper de personnes vulnérables et dépendantes.

L'Etat de droit est une condition indispensable à la protection de la dignité humaine. Les pouvoirs publics sont là pour rendre la vie en société possible à tous. Un gouvernement sévère et fiable qui pose des limites et lutte contre l'injustice, est nécessaire pour permettre tout le bien que peuvent faire des individus dans la société.

3 Solidarité :

Les hommes sont dépendants les uns des autres. Des citoyens engagés sont nécessaires pour renforcer la cohésion et la solidarité réciproque. C'est pourquoi le fait de se sentir concerné personnellement est préalable à la disposition à aider autrui, également sur un éventuel plan financier. Ce facteur personnel doit être rendu visible et perceptible également dans l'aide organisée par les pouvoirs publics. A cause de l'importance de la solidarité réciproque, la démocratie chrétienne estime que la famille est le premier lieu important où s'exerce la moralité. La conception démocrate-chrétienne est ainsi plus globale que la notion de solidarité telle qu'elle est appliquée au sein de la conception socialiste.

4 Développement durable :

A partir d'une prise de conscience de la solidarité entre les générations, la démocratie chrétienne se sent appelée à se préoccuper de la nature et de la culture. Nous avons hérité la nature ET la culture de nos parents (aïeux) et elles nous sont prêtées par les générations qui nous suivront. Cela signifie que nous devons regarder dans nos relations avec la nature et la culture plus loin que notre propre intérêt et que notre propre époque. Gérer et maîtriser ne suffisent pas. La créativité et l'innovation sont également nécessaires pour laisser une société meilleure derrière nous.

Cette prise de conscience est tout aussi nécessaire lorsqu'il s'agit de se soucier de la terre. Les matières premières qui se raréfient de plus en plus nous contraindront peut-être à court terme à faire des choix difficiles. Ne devons-nous pas veiller à ce que les générations futures trouvent un monde non pollué et à ce qu'elles disposent également de matières premières en quantité suffisante ?



7 La politique démocrate-chrétienne en pratique

La simple connaissance de notions n'est pas suffisante pour garantir un point de vue démocrate-chrétien reconnaissable et distinctif. Il est important, outre d'avoir la connaissance des notions, de mettre ces dernières également en pratique. Au présent chapitre, nous avons donné la parole à un certain nombre de démocrates-chrétiens qui nous exposent ce que les notions de responsabilité, de justice, de solidarité et de développement durable signifient pour eux en pratique.

7.1 Economie

«L'économie est un thème où les pouvoirs publics n'interviennent pas outre-mesure. Un principe est mis fortement en avant lorsque des choix sont faits : la responsabilité des différentes parties impliquées. Le politique doit avant tout être le partenaire des chefs d'entreprise. Faire un travail de réflexion pour définir conjointement les conditions en fonction de la situation économique et exercer, au besoin et si possible, une stimulation. Chez les démocrates-chrétiens, le politique a essentiellement un rôle de liaison, il réunit les différents acteurs afin d'unir les forces. Les chefs d'entreprise sont axés sur la continuité de leur entreprise. Ils investissent beaucoup d'énergie dans le développement de leurs produits et services. Les pouvoirs publics doivent être un partenaire fiable pour les chefs d'entreprise. Cela signifie que les chefs d'entreprise doivent aussi pouvoir compter à plus long terme sur les conditions que créent les pouvoirs publics. Les pouvoirs publics doivent dépasser les contingences de la vie quotidienne.»

«Pour les démocrates-chrétiens, la croissance économique n'est pas axée uniquement sur l'augmentation de la prospérité, mais elle présente aussi une composante sociale. Le travail et le revenu donnent aux individus l'occasion d'assumer une responsabilité vis-à-vis d'eux-mêmes et de leur prochain. Lorsque des groupes sont confrontés sur le marché du travail à une menace d'exclusion, les pouvoirs publics encouragent leur participation. Nous ne pouvons pas y arriver seuls, mais nous pouvons faire un excellent travail en collaboration avec d'autres.»

«Sur la base du principe de développement durable, les démocrates-chrétiens allient économie et écologie. L'époque où l'environnement et l'économie étaient aux antipodes l'un de l'autre, est révolue depuis longtemps déjà. Nous travaillons de manière conséquente et cohérente à un bien-être durable. Et nous recherchons sans cesse un équilibre ET une interaction entre l'économie et l'écologie.»

7.2 Agriculture / aménagement du territoire rural

«Deux des quatre notions essentielles du CDA reviennent avec insistance lorsqu'il est question d'organiser l'agriculture. Il s'agit tout d'abord du développement durable. Dans la Bible, l'homme se voit confier une mission claire, celle de bâtir et de conserver la terre. Nous le faisons en créant de l'espace pour l'agriculture, mais aussi en nous mobilisant pour la nature et le paysage. La responsabilité est la seconde. Nous devons prendre conscience du fait que nous – pouvoirs publics, citoyens, chefs d'entreprise, organisations sociales – sommes responsables conjointement. En fait, chacun doit vouloir être responsable à partir de la mission de la Bible citée plus haut. La nature n'a pas de voix. En tant que démocrates-chrétiens, nous devons nous sentir responsables de la nature, pour qu'elle reste en bon état et que nos descendants puissent, eux aussi, en profiter. L'écologie est indispensable pour le bien-être des individus. C'est pourquoi la nature doit être accessible, car l'homme reste le point central. Pour la prospérité/l'économie également (il suffit de penser au tourisme et aux loisirs), la nature et le paysage sont très importants.»

7.3 Transports

«Les transports font en sorte que les individus puissent habiter à quelque part, aller travailler et se détendre, rendre visite à leur famille. En investissant dans des routes de qualité, des transports publics attractifs et abordables, nous créons les conditions indispensables à une économie vitale, un contexte social et un cadre de vie durable. En principe, chacun a droit à la mobilité, indépendamment du lieu où il habite – en ville ou à la campagne, dans une région à forte ou à faible densité de population. Une attention spéciale est apportée aux groupes vulnérables. Personne ne doit être exclu à cause de sa mobilité physique réduite ou de son besoin d'assistance.»

«La mobilité est une condition essentielle à la croissance économique et au bien-être des individus. Elle permet l'implantation d'entreprise et, de ce fait,

le maintien à niveau de l'emploi. En améliorant l'accessibilité, nous cherchons des solutions qui tiennent aux yeux de la société. Les démocrates-chrétiens attachent de l'importance à la viabilité et à la qualité du cadre de vie. Ils recherchent toujours un équilibre entre de nouvelles routes, davantage de transports publics ou des moyens de transport alternatifs.»

7.4 Espace public

«Nous sommes d'accord sur le fait qu'un citoyen est tenu de se comporter décentement dans l'espace public : il ne doit pas jeter ses déchets dans la rue ou dans la nature, entraver la circulation, laisser son chien faire ses besoins dans une aire de jeux pour enfants, etc. La différence entre les partis politiques apparaît dès l'approche réservée aux individus qui bafouent ce genre de règles. Les démocrates sociaux espèrent toujours des solutions de la part des pouvoirs publics et proposent un programme d'action où la municipalité règle encore tout elle-même : concertation avec les habitants, collage de posters, mise en œuvre de mesures relatives à la circulation, etc. Les libéraux en appellent au savoir-vivre des citoyens. Les démocrates chrétiens vont discuter dans le quartier et avec les résidents du quartier où se produisent les nuisances. Ils en appellent également aux habitants du quartier. Nous aboutissons ainsi à un ensemble de mesures qui permettent à la fois aux habitants, à l'office du logement, à la police ET à la municipalité d'assumer (de réassumer) chacun leurs responsabilités et de parvenir ainsi à maîtriser à nouveau le problème. La logique qui consiste à souligner en permanence le fait que les associations, écoles, organismes de quartier, Eglises, etc. sont des organisations autonomes qui sont très précieuses pour résoudre des problèmes concrets, est typique de la conception idéologique du CDA.»

«Ce constat vaut aussi pour les projets de viabilité. A ce stade, la question qui se pose reste de savoir s'il faut donner une place et une responsabilité propres à des formes de coopération émanant de la société, comme organisations de quartier, associations pour la construction de logements, associations sportives et autres ou s'il faut continuer à penser que l'on peut encore organiser la société à partir de la mairie. Faut-il commencer par écouter les habitants et leurs organisations et apporter ensuite un plan d'approche ou faut-il commencer par proposer un plan d'approche et essayer de l'imposer aux habitants? Une véritable approche démocrate-chrétienne consiste à adhérer aux réflexions des citoyens et des institutions sociales créées à leur initiative et à allouer ensuite à ces habitants et à leurs organisations et institutions une place réelle dans la mise en œuvre de la politique.»

7.5 Environnement

«Le développement durable et la solidarité sont les principes de base du CDA en matière d'environnement. La terre nous est prêtée et nous devons mobiliser nos talents pour la transmettre autant que possible en bon état aux générations qui nous suivront. Le développement durable est important pour l'avenir mais aussi pour le présent, car il augmente la qualité de vie. En outre, une utilisation parcimonieuse de l'énergie permet tout simplement d'économiser de l'argent. Il est sans nul doute bon de montrer en tant que municipalité aux personnes à petits budgets que l'on emboîte le pas aux mesures d'économie d'énergie dans les constructions neuves et les logements déjà existants. En tant que démocrate-chrétien, je suis content que l'époque soit favorable au développement durable. On se rend compte heureusement que le mot «durable» ne rime pas avec «inabordable» mais qu'il profite au final à l'économie et à la qualité de vie sur notre terre. Néanmoins, mon approche diffère de celle d'autres partis. Et c'est à partir de cette perspective démocrate-chrétienne que je veux également aborder les problèmes. Il est important de faire ce qui est possible, tout en tenant compte de la nécessité d'impliquer un maximum d'individus dans le processus. En tant que municipalité, nous ne pouvons finalement pas agir seuls, mais chaque organisation et chaque citoyen a aussi sa propre responsabilité.»

7.6 Sécurité sociale

«Les affaires sociales s'articulent avant tout autour de la solidarité, aimer son prochain et accepter de l'aider. Lorsque la solidarité ne fonctionne pas, les pouvoirs publics sont là pour jouer le rôle de filet de sécurité. Les démocrates-chrétiens sont d'avis que le travail est la meilleure forme de sécurité sociale. Il apporte aux individus un revenu propre, des contacts sociaux et leur donne le sentiment de contribuer utilement à la société. Il donne la possibilité de s'épanouir. Les individus ont par leur travail une responsabilité qui leur est propre. En cas d'échec, les pouvoirs publics créent les conditions qui permettent aux individus d'améliorer structurellement leur position et de subvenir à leurs besoins. Ils doivent avoir à nouveau une perspective d'avenir et continuer à avancer dans la vie. A ce niveau, le principe de base est la personnalisation, la recherche de solutions individuelles. Mais nous devons également admettre que tout le monde n'a pas la chance de trouver un travail rémunéré. Une responsabilité supplémentaire incombe aux pouvoirs publics quant à ces personnes.»

« Il est quelquefois difficile de trouver les personnes qui ont droit à une aide sociale. Une des caractéristiques démocrates-chrétiennes est de recourir pour ce faire à la société civile, par exemple les Eglises, les diaconies et les associations. Elles savent souvent mieux que les pouvoirs publics ce qui se passe réellement dans la vie des gens. »

« Nous essayons également de redonner une perspective d'avenir aux personnes endettées. Avec le « projet des copains » dans le cadre duquel des bénévoles aident des personnes endettées à faire leurs courses et leur apprennent à établir un budget, nous donnons une impulsion à ces personnes pour se sortir de leurs dettes et leur ouvrons à nouveau une perspective. »

7.7 Sport

« Le CDA est au cœur de la société et cette place centrale est très nettement visible dans le domaine du sport. Le CDA entretient de nombreux contacts avec un grand nombre d'associations et toutes sortes d'institutions sociales, dans lesquelles il est bien représenté. Et ce n'est pas en vain. Les démocrates-chrétiens sont convaincus qu'il y a autre chose dans la vie que le seul fait de travailler et c'est la raison pour laquelle nous voulons investir dans toutes sortes de contextes sociaux et, de ce fait, dans les loisirs. »

« En faisant du sport, on apprend à faire partie d'une équipe et on est prêt à s'aider les uns les autres. On côtoie des individus ayant des caractères différents, riches et pauvres, jeunes et vieux, allochtones et autochtones. Tout cela est incroyablement instructif pour les jeunes. Par conséquent, le sport doit occuper une place de choix. Une ville qui investit dans le sport (et la culture) en profitera sur le plan économique et finira également par devenir une ville plus sûre. »



«C'est bien que ce soit justement le CDA qui soit attentif à l'infrastructure nécessaire aux activités sportives. Proposer des possibilités pour développer les aptitudes et les talents s'intègre à merveille dans la conception démocratique chrétienne selon laquelle chacun doit avoir la chance de se développer. En même temps, il a été prouvé que le sport est un antidote contre l'ennui et le vandalisme. C'est pourquoi il est si important dans les quartiers défavorisés de lutter contre les problèmes en encourageant la pratique du sport et de rendre les enfants plus forts pour qu'ils aient davantage de chance que leurs parents.»

7.8 Bien-être

«Le fait que les pouvoirs publics résolvent tous les problèmes du citoyen, n'est plus une évidence. C'est au citoyen lui-même de formuler l'assistance et les services dont il a besoin afin de pouvoir vivre aussi bien que possible avec ses limitations. A la différence d'autrefois, cette assistance ne se limite pas à des besoins physiques et matériels, mais concerne également des besoins en relations sociales, travail et prestation, valeurs et sources d'inspiration. Dans ces cas, on regarde tout d'abord ce que le citoyen peut faire lui-même, éventuellement avec le soutien de contextes sociaux. On entend par-là le soutien de son propre environnement, par exemple soins de proximité ou aide de bénévoles, complétés au besoin par une aide professionnelle.»

«C'est principalement la notion essentielle de responsabilité qui est caractéristique de la politique menée. La responsabilité incombe en premier lieu au citoyen et à son réseau social. Le rôle de la municipalité est un rôle directeur qui consiste avant tout à diriger des réseaux dans des organisations sociales dans l'intérêt d'une assistance aux personnes.»



Annexe: Intégrité

Il n'est possible de lutter contre la corruption qu'en mettant en place un système de règles et de contrôles qui fonctionne. En outre, les individus doivent être sensibilisés à leur propre responsabilité et attitude à l'égard de la corruption. L'annexe aborde la manière d'atteindre soi-même ce résultat. Les politiques et les représentants des autorités doivent :

- » Respecter et promouvoir les valeurs essentielles et les règles du jeu de la démocratie et de l'ordre juridique ;
- » Se mobiliser pour un gouvernement fiable qui tient ses promesses ;
- » Faire des promesses réelles et non pas suggérer que les pouvoirs publics peuvent résoudre tous les problèmes ;
- » Prendre en considération indépendamment, dans les décisions, les intérêts de toutes les personnes concernées et des générations futures et, ce faisant, ne pas se laisser influencer par des faveurs et des menaces ;
- » Se mobiliser pour un gouvernement accessible et en être eux-mêmes l'exemple ;
- » Promouvoir énergiquement le respect de normes d'intégrité dans leur propre domaine d'activité ;
- » Prendre en compte l'assise morale de la société et, dans ce but, rechercher le dialogue avec les Eglises et d'autres organisations qui développent et transmettent des valeurs et le sens des valeurs ;
- » Encourager les propres initiatives (d'organisation) de citoyens, en partant bien évidemment du principe qu'ils restent dans les limites de la loi ;
- » Utiliser les moyens publics avec parcimonie et en toute transparence et ne pas faire de dettes inutiles qui pèseront sur les épaules de générations futures ;
- » Ne pas se laisser intimider par la pression sociale ou la pression des médias ;
- » Ne jamais donner l'impression d'être ouvert aux faveurs de quelque nature que ce soit ;

- » Oser faire des choix difficiles, même s'ils sont impopulaires auprès de certains groupes ;
- » Ne pas accepter ou minimiser le comportement de confrères politiques au-delà des frontières (par exemple agression ou menace) et donc le signaler officiellement lorsqu'il y a lieu ;
- » Trouver évident d'expliquer les décisions prises aux citoyens en organisant un débat actif avec eux et en les persuadant ou en se laissant persuader qu'une certaine décision est prise dans l'intérêt général ;
- » Savoir écouter à la fois ceux qui se font entendre haut et fort et ceux qui ne savent pas bien faire passer de messages ;
- » Expliquer en ce qui concerne des décisions importantes quelles sont les valeurs qui les ont poussés à prendre leur décision (et, par conséquent, ne pas se limiter à ou se cacher derrière des arguments technocratiques) ;
- » Veiller à ce que leur comportement personnel, également en privé, puisse toujours résister à la critique ;
- » Lorsqu'ils sont interpellés sur le fait d'avoir commis des fautes présumées, politiques ou personnelles, restituer les faits aussi ouvertement que possible de sorte à pouvoir rendre des comptes de manière adéquate ;
- » Réfléchir aux valeurs de base qui motivent une décision ;
- » Respecter chacun, même s'il diffère totalement au niveau de sa conviction politique ou de son contexte social ou culturel.